

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 14/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **RHONE ALPES EMBALLAGES**

Zone Industrielle de la Gare  
43210 BAS EN BASSET

Références : UID4243-EAR-22-462  
Code AIOT : 0005600182

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2022 dans l'établissement RHONE ALPES EMBALLAGES implanté Zone Industrielle de la Gare 43210 BAS EN BASSET. L'inspection a été annoncée le 08/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

En 2019, la société IPS est née de la fusion de 2 sites ICPE existants : RAE et EPS. Aujourd'hui, il n'y a pas d'arrêté réglementant l'ensemble des activités du site. L'inspection avait pour but de prendre connaissance des activités du site afin d'orienter l'exploitant dans la procédure réglementaire à suivre. Au vu des volumes d'activités, Il est nécessaire de réaliser un dossier d'autorisation environnementale avec étude d'impact (passage d'un seuil de rubrique IED 3670 : Activité avec "utilisation de solvants" ) qui permettra de réglementer le site dans son ensemble.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RHONE ALPES EMBALLAGES
- Zone Industrielle de la Gare 43210 BAS EN BASSET
- Code AIOT : 0005600182
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est spécialisé dans l'extrusion, la sacherie plastiques, l'impression en ligne et en reprise.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- La visite s'est portée sur le local de stockage des encres, les extrudeuses et imprimeuses du site anciennement RAE. Les équipements du site d'EPS n'ont pas été vus.
- Les thèmes abordés ont été centrés sur la situation administrative du site et les rejets atmosphériques.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	SITUATION ADMINISTRATIVE	Arrêté Préfectoral du 07/05/2013, article 1.4.5	/	Sans objet
2	SITUATION ADMINISTRATIVE	Arrêté Préfectoral du 07/05/2013, article 1.2.1	/	Sans objet
3	AIR	Arrêté Préfectoral du 07/05/2013, article 9.2.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	RISQUE INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 07/05/2013, article 7.2.5	/	Sans objet
5	MODIFICATIONS	Arrêté Préfectoral du 07/05/2013, article 1.4.1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Il est important de réaliser un inventaire des activités de l'ensemble du site afin de pouvoir régulariser la situation administrative de la société IPS et de pouvoir fournir les documents réglementaires obligatoires au bon fonctionnement tels que le plan de gestion des solvants, le suivi des rejets, ...

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : SITUATION ADMINISTRATIVE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2013, article 1.4.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Changement d'exploitant
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le cas où l'établissement change d'exploitant , le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.
<b>Constats :</b> La société IPS (Industrial Packaging Solutions) a été créée en 2019/2020 et correspond à la fusion de la société RAE (Rhône Alpes Emballages) et EPS (Embal-Plasti-Souple). Le Pdg est Anthony VACHER. La société IPS est spécialisée dans la conception et la fabrication d'emballages industriels pour des marchés diversifiés tels que l'alimentaire, l'hygiène, le bâtiment, le houssage industriel. Le site compte 110 salariés qui travaillent 5 jours /7, du lundi au vendredi , en 3 postes.
<b>Observations :</b> IPS ayant conservé le numéro siren de la société holding VACHER, un changement d'exploitant doit être réalisé au niveau de la préfecture de la Haute-Loire. Le délai est fixé au 31/01/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : SITUATION ADMINISTRATIVE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2013, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, rubriques et seuils
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations relèvent des rubriques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 2661, sous le régime de l'autorisation, pour un volume autorisé à 80t/j</li><li>- 2662, sous le régime de l'enregistrement, pour un volume autorisé de 4200m<sup>3</sup></li><li>- 2450- 2b, sous le régime de l'a déclaration , pour un volume autorisé à 90 kg/j</li></ul>
<b>Constats :</b> Le site IPS (EPS +RAE) dispose de : <ul style="list-style-type: none"><li>- atelier EPS 5 extrudeuses + atelier RAE 15 extrudeuses = 20 extrudeuses (dont 4 monocouches, 3 en cinq couches et le reste en tri-couches )</li><li>- 7 imprimeuses sont en ligne (couplée à une extrudeuse) et 3 sont en reprise (2 sont des 8 couleurs qui tournent en 3x8) et une 6 couleurs (1x8 sur l'année) dans un atelier dédié.</li><li>- 5 soudeuses pour l'atelier sacherie</li><li>- 11 silos sur EPS et 22 sur RAE et 7 silos vont être ajoutés en mars 2023 afin de limiter le stockage par sac.</li></ul> <p>Ainsi , les activités et les volumes correspondants (qui restent à définir), pourraient relever des rubriques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 2661 (transformation de polymères) : 100 t/j autorisé : actuellement : 530 tonnes utilisées/semaine soit 105 t/j</li><li>- 2662 (stockage de polymères) : 5100 m<sup>3</sup> pour EPS 400 m<sup>3</sup> sacs donc 3100 en silos et 2000 en sac =&gt; à définir</li><li>- 2663 : 290 m<sup>3</sup> chez RAE =&gt; augmentation en restant inférieur au seuil E mais classé D</li><li>- 1412 : inflammables 400 kg NC</li><li>- 2450 : 10 kg + 90 kg j donc 100 kg/jours autorisé mais ce volume doit être défini car au vu des consommation d'encre et de solvants, (Solvants : 220 t utilisés sur 230 jours et 130 t encre ce qui représente 330 tonnes /230 jours = 1,5 t/j)</li></ul> <p>Le site pourrait également relever de la rubrique IED 3670 car le seuil IED (Autorisation) est de 200 tonnes par an de solvants consommés</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 4xxx : Un inventaire est réalisé par SOCOTEC, notamment pour la rubrique 4331</li><li>- Oxygène et acétylène pour soudeuse &lt; seuil classement</li><li>- 2925 Charge de batterie : 7+2 chariots gaz et électriques+ 10 transpalettes électriques avec zones de charge dans les ateliers</li><li>- 2920 : 46 kW sur EPS NC mais à recalculer</li><li>- 1530 : 585 m<sup>3</sup> chez RAE</li><li>- 1532 : palettes 225 m<sup>3</sup> chez RAE</li><li>- 2915 : 100 l sur RAE pour séparer les déchets (distillateur)</li><li>- 2910 : Une chaudière gaz 700 kW NC (process exothermique dans les ateliers donc pas de chauffage) – bureau : des groupes réversibles chaud/froid avec pompe à chaleur</li></ul>
<b>Observations :</b> L'exploitant pensait présenter un porté à connaissance suite à la fusion des 2 sites RAE et EPS afin de régulariser les activités du site dans sa globalité, qui est maintenant celle du périmètre d'IPS . Au vu des volumes de solvants utilisés, qui dépasseraient très largement le seuil de rubrique IED 3670, l'inspection a informé l'exploitant qu'il faudrait si ce volume se confirme qu'il dépose un dossier d'autorisation environnementale avec étude d'impact.  Aussi , l'exploitant devra établir un tableau de classement en prenant en compte : <ul style="list-style-type: none"><li>- la globalité du site IPS</li><li>- la rubrique 1978 "utilisation de solvants"</li><li>- les évolutions de la nomenclature au regard de la rubrique 1510 et du Guide de l'application de cette même rubrique et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.</li></ul> <p>Le tableau de classement devra être établi pour le 15 janvier 2023, ainsi au besoin qu'un échéancier pour la remise du DAENV.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2013, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            En cas d'utilisation d'une installation de traitement des rejets COV, une analyse des émissions portant sur les paramètres ( CO, CH<sub>4</sub>, COV, NO<sub>x</sub>) est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>Un plan de gestion des solvants , mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation , est mis à jour annuellement.</p> <p><b>Constats :</b> Au niveau des rejets atmosphériques, toutes les imprimeuses (anciennement situées sur le site de RAE), la machine à laver, les bacs à ultra-sons, les 2 distillateurs (dont un en secours de l'autre) sont reliés à un oxydateur thermique.            Ce dernier est contrôlé une fois par an par un organisme agréé et la maintenance est réalisée en interne. Le prochain contrôle réglementaire est programmé pour le 21/12/2022.            Les résultats des dernières analyses, réalisées le 21/12/2021 étaient conformes pour les paramètres CH<sub>4</sub>, CO, NO<sub>x</sub>, COV et indiquaient un rendement de l'oxydateur à 99,7 % et une concentration en COVNM à 1,5 mg/Nm<sup>3</sup> - (La VLE étant à 50 mg/Nm<sup>3</sup> dans ce cas).</p> <p>L'exploitant indique que l'utilisation de substances à effets cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, dénommées agents CMR est bannie.            Aujourd'hui, une base de données de plus de 500 produits et substances existe avec les Fiches de données (FDS) correspondantes. Il existe aussi des fiches simplifiées mises en format papier situées aux postes de travail.</p> <p>L'exploitant ne réalise pas de Plan de gestion de Solvants (PGS) mais il est en mesure de dire qu'il a une consommation mensuelle de solvants d'environ 20 tonnes ( soit 240 tonnes /an environ) et d'environ 130 tonnes / an d'encre.</p> <p><b>Observations :</b> Les résultats d'analyses des rejets de l'oxydateur seront envoyés à l'inspection dès réception, et accompagnés d'un plan d'action en cas de dépassement de la VLE.</p> <p>Comme la consommation annuelle de solvants est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, avant le 30 mars de l'année N+1, le plan de gestion des solvants de l'année N et l'informe des actions visant à réduire leur consommation            Le PGS 2022 sera envoyé à l'inspection avant le 30 mars 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : RISQUE INCENDIE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2013, article 7.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Besoin en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Besoin en eau pour l'extinction d'un incendie évalué à 1920m3
<b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'il y a une lagune étanche de 2000 m <sup>3</sup> en contrebas du site qui permettrait de récupérer les eaux d'extinction d'incendie et qu'un projet global sur la zone industrielle est en cours de réflexion. Il envisage de se relier à cette lagune mais des travaux sont nécessaires . L'exploitant réalise une mise à jour du calcul de la D9 et D9A et pourra fournir les chiffres prochainement.
<b>Observations :</b> En fonction de l'étude réalisée, l'exploitant devra être en mesure de justifier des besoins en eau nécessaires en cas d'incendie. Il présentera l'échéancier pour être relié à la lagune afin d'être en mesure de retenir les eaux d'extinction d'incendie. Dans l'attente il précisera comment sont gérées les eaux d'extinction d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : MODIFICATIONS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2013, article 1.4.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Information en cas de modification
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant indique la mise en place de 7 nouveaux silos en mars 2023 afin de remplacer le stockage en sac. Le volume stocké ne devrait pas être modifié mais seulement les conditions de stockage .</p> <p>Aujourd'hui, un bâtiment de stockage (produit finis , produits chimiques, matières premières) est situé sur une parcelle située de l'autre coté de la rue de la gare. L'exploitant indique avoir des projets d'extension des bâtiments situés sur la zone de production pour réduire les stockages produits finis de l'autre coté de la rue et avoir deux ateliers autonomes en stockage ( bâtiment fermé + préau ) . Une réflexion est engagée pour savoir comment gérer ce stockage excentré.</p> <p>Un autre Projet est en cours de réflexion afin de modifier l'entrée du site pour créer une circulation pour les poids lourds (sous condition de pouvoir acheter le local associatif à la commune);</p> <p>Il y a également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à l'étude, une installation de panneaux photovoltaïque pour réduire l'impact énergie</li> <li>- la prévision de modifier les éclairages par des leds</li> <li>- l'installation d'un sprinklage en mars 2022 sur la zone d'impression/sacherie RAE avec réserve eau, accompagné d'un Groupe moto-pompe gasoil (testé toutes les semaines).</li> </ul>
<p><b>Observations :</b> L'inspection précise qu'un porter à connaissance doit être transmis au préfet avant la réalisation des modifications d'exploitation.</p> <p>Aussi, dans le cas probable d'un dépôt de dossier d'autorisation environnementale, il est important d'intégrer toutes les modifications possibles sur le site au afin que des prescriptions spécifiques soient prises en compte dans le futur Arrêté Préfectoral.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet